

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16 000 ANGOULÊME

Angoulême, le 13 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIDL

ZAC des Coteaux 16 330 VARS

Références : 2026_201_UbD16-86_Env16

Code AIOT : 0007208145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 janvier 2026 dans l'établissement LIDL implanté ZAC des Coteaux 16 330 VARS. L'inspection a été annoncée le 16 décembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site a été provoquée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2023 dont les prescriptions concernent majoritairement l'entrepôt IPD B frigorifique prévu d'être construit et mis en activité, mais aussi, sur les prescriptions de la cellule n° 4 (liquides inflammables) et sur certains points concernant les mesures de lutte contre un incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL
- ZAC des Coteaux 16330 La Boixe
- Code AIOT : 0007208145
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

La plateforme LIDL de Vars est un entrepôt de produits secs, frais et froids d'un volume de 271 400 m³ composé de 7 cellules. Il alimente les différents magasins du groupe situés dans le nord de la région Nouvelle-Aquitaine et une partie du Centre. Le fonctionnement de cet entrepôt comprend la réception des marchandises, son stockage, son conditionnement et son expédition vers les magasins.

L'installation fonctionne en 2 x 8h. La nuit, 4 personnes sont présentes pour assurer la sécurité.

En 2023/2024, un entrepôt frigorifique, composé de 3 cellules (2 cellules frais et 1 cellule dont la température était maintenue à -24 °C pour les surgelés) et d'un volume de 152 000 m³, devait être construit et mis en service.

Contexte de l'inspection : Récolement

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rubrique 1511	Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Implantation	Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 06/05/2010, article 4.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
10	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/05/2010, article 7.5.2	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Valeurs limites d'émission des eaux de ruissellement avant rejet	Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.2.4	Sans objet
6	Implantation	Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.2.5	Sans objet
7	La cellule de stockage d'alcool	Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.2.6	Sans objet
8	Ressource en eau incendie	Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.7.8	Sans objet
9	Protections individuelles du personnel d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/05/2010, article 7.5.3	Sans objet
11	Vérifications installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/05/2010, article 7.2.4	Sans objet
12	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 Annexe II	Sans objet
13	Bruit	Arrêté Préfectoral du 06/05/2010, article 6.2.1 et 6.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entrepôt frigorifique IPD B n'a pas été construit et les aménagements prévus dans le cadre de sa mise en place n'ont pas été faits non plus. Le site est dans sa configuration initiale.

Quant à l'entrepôt existant (IPD A), un point est à améliorer. Il s'agit de la gestion des eaux pluviales où l'exploitant doit établir un point de situation sur la direction des différentes eaux de ruissellement (toitures et voiries) et sur les points de rejets par rapport aux différents bassins de récupération de ses eaux météorologiques existants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique 1511

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 3				
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE - Régime				
Prescription contrôlée :				
Rubrique Alinéa	AS, A,E, D, DC, NC (*)	Libellé de la rubrique (activité) critère de classement	Nature de l'installation	Volume autorisé
1510-2b	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ .	Bâtiment IPD A (Produits non frais et non surgelés)	Volume entrepôt étant de 271 400 m ³
1511-1	E	Entrepôts exclusivement frigorifiques ⁽¹⁾ . Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ .	Bâtiment IPD B (Fruits et légumes, produits frais, viandes, volailles, surgelés)	Volume = 152 000 m ³
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt frigorifique IPD B n'est pas construit. L'exploitant ne sait pas si le projet est abandonné ou sera réalisé un jour. Cela dépend des décisions budgétaires annuelles de LIDL Allemagne.</p> <p>D'ailleurs, au niveau européen, LIDL réévalue les volumes de ces plateformes afin d'établir des projets de création ou d'agrandissement.</p> <p>Pour l'instant, les compléments des éléments surgelés pour les magasins du département et des départements voisins proviennent soit de la plateforme de Bordeaux soit de celle de Nantes.</p> <p>La prochaine décision budgétaire est prévue au mois de mars 2026. L'exploitant est en attente de cette décision.</p> <p>Il a conscience que l'arrêté préfectoral du 2 mai 2023 dont les prescriptions sont principalement en lien avec l'IPD frigorifique deviendra caduque au 2 mai 2026 avec retour de l'application des prescriptions de l'arrêté initial du 6 mai 2010 complété par arrêté préfectoral du 16 novembre 2011.</p>				
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tient l'inspection informée de la décision budgétaire du mois de mars 2026.</p>				

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 1.2.3 (de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2010) est remplacé comme suit :</p> <p>« Le site est composé d'un groupe de deux entrepôts ou installations pourvues de toitures, dédiées au stockage ou IPD.</p> <p>L'entrepôt IPD A a une surface de stockage de 44 379 m² et est composé de 7 cellules. Il comprend également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une extension de 317 m² pour les bureaux de quai, • une zone de réception et chargement des marchandises par cellule, • une zone de stockage et expédition des marchandises par cellule, • une zone de chargement des palettes, • des bureaux et locaux sociaux, • des locaux techniques : transformateur, chaufferie, charge des batteries, compresseurs, groupe sprinkler, groupe électrogène. <p>L'IPD A réceptionnera des produits non-alimentaires, des produits liquides, secs, d'hygiène, d'épicerie, de droguerie, d'aérosols, d'alcools, de boissons, et des déchets soient produits sur place soient provenant des magasins.</p> <p>L'entrepôt IPD B, frigorifique, a une surface de stockage de 23 032 m² et est composé de 3 cellules. L'IPD B réceptionnera les fruits et légumes, le frais, la viande et volaille et du surgelé à -24°C.</p> <p>Le stockage se fera soit en masse, soit sur rack statique soit sur rack dynamique.</p> <p>Une station service à l'intérieur du site permet la distribution de carburant pour les camions. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme vu dans le point de contrôle n°1, l'IPD B frigorifique n'a pas été construit et même si le projet n'est pas officiellement abandonné par la maison mère, son avenir est incertain.</p> <p>Toujours en raison de budget non alloué, l'extension des bureaux de quai n'a pas été faite.</p> <p>La station-service est existante depuis la création de la plateforme logistique.</p> <p>Par contre, elle ne sert plus pour les camions mais pour les quelques véhicules de fonction thermiques. Ces véhicules sont remplacés progressivement par des véhicules de fonction électrique. Ainsi, l'exploitant prévoit que la station-service soit à l'arrêt une fois que la cuve sera vide. Il reste actuellement encore 35 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Comme pour le point de contrôle n°1, l'exploitant doit tenir l'inspection informée d'une éventuelle allocation budgétaire pour la création de l'extension des bureaux de quai.</p> <p>Par contre, quand la station-service sera définitivement à l'arrêt, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • notifier par courrier à monsieur le préfet la cessation partielle d'activité de la rubrique n° 1435-2 de la nomenclature des installations classées en précisant la date de l'arrêt de cette activité ; • prendre contact avec un bureau d'étude agréé pour la cessation partielle d'activité afin qu'il vienne prendre toutes les données pour acter l'attestation de sécurité. <p>La liste des bureaux certifiés pour les attestations sites et sols pollués est disponible sur le site de LNE (Laboratoire National de métrologie et d'Essais) :</p> <p>https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297</p>

L'article R.512-75-1 du code de l'environnement sur la cessation d'activité sera à appliquer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et collecte des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 4.3.8. Eaux pluviales (de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2010) est remplacé comme suit :</p> <p>« La surface totale imperméabilisée est de 113 428 m². La gestion des eaux pluviales se fait par zone dont le plan est annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • zone 1 : Parking poids lourds et visiteurs - collectées dans un bassin d'infiltration, d'un volume de 1 295 m³ et situé au nord-est du site près du parking visiteur ; • zone 2 : Cellules 1 à 3 de l'IPD A - collectées dans une réserve incendie de 366 m³ au nord-est du site ; • zone 3 : voirie au sud-est de l'IPD A - collectées dans un bassin d'infiltration de 40 m³ au sud du site ; • zone 4 : Cellules 4 à 7 ainsi que la voirie est de l'IPD A - évacuées vers le bassin d'infiltration, d'un volume de 542 m³, appartenant à la communauté de communes de la Boixe à l'est de la parcelle ; • zone 5 : Voiries et extension à l'ouest de l'IPD A - collectées dans une réserve incendie de 543 m³ implantée au sud-ouest du site ; • zone 6 : nouveau parking au sud de l'IPD B - évacuées directement par infiltration dans le bassin de 1 092 m³ mis en place sous le parking concerné ; • zone 7 : nouvel IPD B ainsi que ces abords - les eaux de toitures et de voiries seront gérées différemment : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les eaux de toiture seront rejetées directement dans le bassin incendie d'un volume utile de 1 648,8 m³ et le trop plein rejoindra le bassin d'infiltration de 1 145,3 m³. Ces bassins sont situés au nord du site. Le bassin incendie a un double rôle ; celui de bassin de régulation des eaux pluviales pour la zone 7 et bassin de rétention des eaux incendies de l'ensemble du site ; ◦ les eaux de voiries des espaces verts, de la chaussée, des accès, seront collectées par des grilles le long de la voie projetée et dirigées vers le bassin d'infiltration d'un volume de 1 145,3 m³ ; ◦ les eaux de voiries situés au niveau des quais de livraison seront récupérées par un collecteur PVC pour être dirigées vers le bassin d'infiltration de 1 145,3 m³. <p>Toutes les eaux de ruissellement sont évacuées vers un bassin après avoir été traitées par un séparateur à hydrocarbures. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la création de l'IPD B frigorifique, l'ensemble du site devait subir des aménagements tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nouveau parking pour les véhicules du personnel, • nouveau bassin incendie et bassin d'infiltration des eaux pluviales traitées en lien avec l'IPD B frigorifique. <p>Les zones définies et mentionnées dans l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2023 n'ont pas été mises en place. Le site est resté dans la configuration initiale de 2010.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme pour les points de contrôle n°1 et 2, l'exploitant doit tenir l'inspection informée d'une éventuelle allocation budgétaire pour la création du nouveau parking et des nouveaux bassins.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux de ruissellement avant rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur naturel, les valeurs limites de rejet suivantes :

Paramètres	Valeurs maximales
pH	Entre 5,5 et 8,5
MES	100 mg/l
DCO	300 mg/l
DBO5	100 mg/l
Hydrocarbures	10 mg/l

[...]

Constats :

Les dernières analyses des eaux pluviales de ruissellement ont été faites par SOCOTEC le 23.07.2025.

Paramètres	Valeurs maximales	Valeurs mesurées
pH	Entre 5,5 et 8,5	8,4
MES	100 mg/l	10,6
DCO	300 mg/l	55,8
DBO5	100 mg/l	4,17
Hydrocarbures	10 mg/l	< 0,11

Les valeurs mesurées respectent les seuils réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2010, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	1	2	3	4
Coordonnées (Lambert II étendu)				
Nature des effluents	Eaux domestiques bureaux et quai	Locaux administratifs + lavage de sol	Eaux pluviales voiries	Eaux pluviales de toiture
Débit maximal journalier (m ³ /j) Débit maximal horaire (m ³ /h)				
Exutoire du rejet				
Traitement avant rejet	Fosse sceptique, filtre à sable	Station d'épuration	Décanteur, séparateur à HC	
Milieu naturel récepteur	épandage souterrain dans les espaces verts	massif d'infiltration de 22 m ² à l'ouest de la station	infiltration	infiltration, récupération en bassin
Conditions de raccordement				
Autres dispositions	Validation par le SPANC de la CDC de la Boixe	Validation par le SPANC de la CDC de la Boixe		

Constats :

Lors du tour du site, il s'avère qu'il y a au moins 3 séparateurs hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales du site. Deux séparateurs semblent reliés chacun à un bassin et le troisième, celui de la zone de la station-service, semble rejeter les eaux traitées dans le milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire un point de situation sur le rejet des différents séparateurs hydrocarbures en précisant les coordonnées Lambert II étendu de chaque rejet.

Un plan du réseau complet des eaux pluviales sera transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.2.5

Thème(s) : Autre, Caractéristiques des risques

Prescription contrôlée :

<p>[...]</p> <p>Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance minimale de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement. La partie ouest du bâtiment IPD B bénéficie d'une dérogation d'implantation à une distance inférieure à 20 m des limites du site.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt frigorifique n'étant pas construit, cette prescription n'a pu être vérifiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : La cellule de stockage d'alcool

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments et locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Cette cellule existante dans le bâtiment IPD A bénéficie d'une dérogation par rapport à l'article 2.4 Construction et comportement au feu des bâtiments, de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 fixant les prescriptions générales aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755.</p> <p>Les installations de stockage ont une surface adaptée à la quantité susceptible d'être présente. La surface au sol d'une installation de stockage indépendante ne peut excéder 1 000 m².</p> <p>Sol : le sol est incombustible et permet de contrôler les écoulements accidentels ainsi que leur récupération.</p> <p>Murs : Les murs séparatifs sont REI 120 et les murs extérieurs sont REI 15 en raison des quais de chargement.</p> <p>Structure : la structure est R 60.</p> <p>Charpente/couverture : l'ensemble de la charpente offre une stabilité au feu Broof (t3) (degré une demi-heure) au minimum. En cas d'incendie, la chute des éléments de la charpente ne doit pas porter atteinte à la stabilité des murs extérieurs qui doivent respecter les dispositions ci-dessus. La couverture est en matériaux de classe A2s1d0 (M0).</p> <p>Les éléments du plafond et/ou du faux plafond et d'isolation sont en matériaux de classe A2s1d0 ou Bs2d1 (M0 ou m).</p> <p>Ouvertures/issues : les portes extérieures de la cellule sont E30 (pare-flammes degré une demi-heure), s'ouvrent vers l'extérieur et sont manoeuvrables de l'intérieur en toutes circonstances. De plus, ces portes sont équipées d'un seuil ou d'une grille ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement vers l'extérieur de liquides enflammés ou non.</p> <p>Aucun point de la cellule n°4 n'est situé à plus de 25 m d'une porte permettant de sortir directement ou indirectement vers l'extérieur. Cette distance est portée à 40 m s'il y a deux issues judicieusement réparties.</p> <p>Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées. Les portes sont de largeur minimale de 0,80 m.</p> <p>Évacuation des fumées : La cellule est équipée en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. La surface des exutoires de fumées est de 2 % de la surface géométrique de la surface de la cellule dont au moins 1 % de la surface utile d'exutoire pour la cellule d'une surface supérieure à 300 m². Les exutoires sont de plus à déclenchement automatique (fusible). »</p>
<p>Constats :</p> <p>Attestation de conformité des éléments composants la cellule n° 4 - stockage d'alcool :</p> <ul style="list-style-type: none"> <u>Sol</u> : le sol est en béton armé lisse. Par défaut, il est considéré comme incombustible;

- Murs : selon un document de IDEC du 17.06.2010, les murs séparatifs et extérieurs sans quai sont coupe-feu 2 h et les murs extérieurs avec quai sont REI 15;
- Structure : les poteaux et poutres sont R60 attesté par IDEC sur le plan de construction du 07.07.2009;
- Charpente/couverture : selon IDEC et DERBIGUM, la couverture est Broof (T3). L'isolant est classé M1 correspondant à Bs2d1;
- Ouvertures/issues : les portes extérieures sont bien E30 (attesté par PORTAFEU le 15.05.2009). Elles s'ouvrent bien vers l'extérieur et sont manœuvrables facilement depuis l'intérieur. Le seuil de ces portes est équipé de grille pour éviter tout écoulement vers l'extérieur de liquide enflammés. Sur la longueur de la cellule, une issue de secours est mis en place à mi-chemin de chaque côté afin de permettre l'évacuation vers les cellules voisines. Entre ces issues, les portes extérieures et les grandes portes de passage des chariots, aucun point de la cellule n°4 n'est à plus de 25 m d'une porte permettant de quitter la cellule. Toutes les issues sont largement dégagées et les portes piétonnes font 1 m de large;
- Évacuation des fumées : la cellule est équipée, en toiture, de système de désenfumage commandables manuellement (poignées à proximité de l'accès d'évacuation piéton) mais il est aussi à commande automatique par fusible.

Les caractéristiques au feu de la cellule sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Ressource en eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2023, article 2.7.8

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Prescription contrôlée :

« L'exploitant dispose à minima de :

- **deux réserves incendie de 192 et 383 m³**. Ces réserves sont situées en dehors des zones de flux thermiques à 3 kW/m² ;
- **d'un système d'extinction automatique d'incendie de 800 m³** conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur. Ce dispositif est présent dans toutes les cellules sauf pour la cellule à température négative qui est entièrement coupe-feu ;
- **d'une cuve de 480 m³ pour alimenter les différents poteaux incendies répartis autour de l'IPD B** ;
- **de robinets d'incendie armés répartis dans l'entrepôt** en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ;
- **d'extincteurs en nombre et qualité adaptés aux risques** et doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et déchargement des produits et déchets ;

[...]

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. »

Constats :

Les deux bassins de réserve incendie sont existants, l'un au nord-est l'autre au sud-ouest.

Le système d'extinction automatique d'incendie est relié à un réservoir extérieur d'une contenance de 800 m³. L'entretien régulier fait l'objet du point de contrôle n°10.

La cuve de 480 m³ pour alimenter les poteaux incendie n'est pas en place, car les poteaux et cette cuve étaient prévus pour l'IPD B frigorifique.

<p>Les RIA sont disposés près des issues et sont mis en place de façon opposée afin de combattre le sinistre simultanément.</p> <p>Des extincteurs sont disposés en de nombreux endroits et apparaissent en nombre suffisant.</p> <p>La plateforme dispose d'une équipe de première intervention composée de 50 employés formés et recyclés. Cela permet d'avoir du personnel compétent durant les deux factions de fonctionnement mais aussi la nuit car 4 personnes sont présentes sur site durant cette période.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 9 : Protections individuelles du personnel d'intervention</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2010, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.</p> <p>Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Chaque cellule est équipée, à proximité d'une ouverture pour le passage des chariots élévateurs, d'appareils respiratoires avec cartouche pour le personnel de première intervention.</p> <p>Des masques et appareils respiratoires sont présents dans la salle des machines pour le froid mais aussi au niveau des bureaux de l'expédition au niveau de la cellule 3. Ces deux secteurs sont à l'opposé sur le site et sont près des points de rassemblement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2010, article 7.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Extincteurs vérifiés par CHUBB le 24.07.2025. 120 extincteurs contiennent du fluor et doivent être changés. En raison du coût, une partie de ces extincteurs a été changée. Le reste sera fait au cours de l'année 2026; • RIA vérifiés par CHUBB le 10.06.2025; • Sprinklage vérifié par MINIMAX les 07.04.2025 et 18.07.2025 (vérification semestrielle); • Système de désenfumage vérifié par CHUBB le 11.06.2025; • Portes coupe-feu vérifiées par FDS le 18.07.2025. <p>Aucun problème n'a été relevé au cours de ces vérifications, à l'exception des extincteurs à remplacer.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin d'éviter l'émission de PFAS en cas d'incendie, l'exploitant doit changer les extincteurs contenant du fluor dans le délai proposé ci-dessous.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Vérifications installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2010, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification électrique de l'entrepôt s'est déroulée du 25.03.2025 au 18.04.2025 par ALPES CONTRÔLES.</p> <p>1 non-conformité relevée pour l'entrepôt concernant, dans la cellule frais, une prise de courant de 63 ampères à proximité de l'entrée de la cellule - 25° à fixer (prise et canalisation), refaire le presse-étoupe et prévoir un système pour empêcher le débrogage en charge (fil pilote ou prise avec interrupteur).</p> <p>La correction de cette non-conformité a été faite dans la même semaine.</p> <p>Au cours de la visite du site, la prise de courant de 63 ampères à proximité de l'entrée de la cellule froid est bien fixée au mur.</p> <p>La dernière vérification électrique des bureaux s'est déroulée du 05.04.2025 au 18.04.2025 par ALPES CONTRÔLES.</p> <p>Aucune non-conformité relevée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions générales applicables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; » - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir

avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;

« - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

« - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;

« - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;

- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;

- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;

- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;

- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

« Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

« - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

« - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

« - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

« L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

« Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

« - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;

« - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les

conditions techniques au point 13 de la présente annexe. « Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. »
Constats : L'exploitant a établi un plan de défense incendie en 2023 qu'il a transmis au SDIS 16. Une mise à jour est en cours. Le nouveau PDI a été transmis au SDIS 16 pour avis. Un exercice incendie a été fait avec le SDIS 16 le 27.05.2024. Tous les 6 mois, un exercice d'évacuation est pratiqué sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2010, article 6.2.1 et 6.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques		
Prescription contrôlée : Article 6.2.1 :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Article 6.2.2 : Article 6.2.2.1. Installations nouvelles Les niveaux de limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore admissible	70 dB(A)	60 dB(A)
Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1 dans les zones à émergence réglementée. Des mesures de bruit dans les conditions normalisées seront effectuées au niveau des zones à émergences réglementées tous les 3 ans, la première à partir de juillet 2013.		
Constats : Intervention faite les 08.04 et 09.04.2025 par SOCOTEC. Les mesures faites : <ul style="list-style-type: none"> en limite de propriété (3 points de mesure) sont conformes de jour comme de nuit, en émergence (1^{er} village à 900 m au sud-ouest du site) sont conformes de jour comme de nuit. 		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En plus du village Chez Rousseau de la commune de Vars, une autre mesure d'émergence aurait pu être faite au lieu-dit « La Faye » sur la commune de Tourriers, implanté à moins de 700 m du site. Cela permettra d'avoir une meilleure représentation des émissions sonores du site.		

Type de suites proposées : Sans suite